

INFO' ACTIONS

N° 135 – OCTOBRE 2023 > AVRIL 2024



LE POUVOIR CITOYEN CONTRE LES INÉGALITÉS

LE DOSSIER DU MOMENT

L'ACCROISSEMENT
DES INÉGALITÉS
N'EST PAS
UNE FATALITÉ

EN DIRECT DU TERRAIN

LIBAN : À BEYROUTH
TROIS ANS APRÈS
L'EXPLOSION

TÉMOIGNAGE

L'ENGAGEMENT
CITOYEN AU CŒUR
DU FESTIVAL
OXFAM



OXFAM
France



L'ENGAGEMENT AU CŒUR DE NOTRE PROJET

Mettre en lumière les inégalités et leurs racines, permettre aux citoyennes et aux citoyens de faire entendre leur voix et leur donner des solutions pour construire un monde plus juste, tels étaient les principaux enjeux de la première édition du Festival Oxfam les 7 et 8 octobre à Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis (*voir page 10*). Cet événement inédit, co-construit avec le tissu associatif local et le territoire, a été pensé comme un espace de partage et de dialogue. Le public a répondu massivement présent lors de cet événement festif et solidaire et je m'en réjouis.

Lors de ce festival, nous avons souhaité mettre l'accent sur la situation au Sahel, une région en première ligne face aux changements climatiques, qui subit aujourd'hui la pire crise humanitaire depuis 1945. En effet, 20% de la population a besoin d'aide humanitaire pour survivre, soit 24 millions de personnes (*voir page 3*). Alors que les pays riches sont largement responsables de la crise climatique et de ses conséquences, leur réponse est très insuffisante. On estime par exemple que les pays du G7 et la Russie sont responsables de 85% des émissions mondiales depuis 1850. Nous allons continuer à nous battre pour exiger de la France une réponse à la hauteur des enjeux.

Ce tableau des pays riches qui négligent leurs responsabilités face aux crises subies par les pays les plus pauvres nous rappelle étrangement la situation à laquelle nous sommes confronté-e-s à l'intérieur de nos frontières. En effet, alors

qu'une poignée de milliardaires ne cesse de s'enrichir, des millions de Français-es sont durement touché-e-s par l'inflation. Entre 2020 et 2022, les 10 premiers milliardaires ont gagné en 2 ans l'équivalent des factures de gaz, d'électricité et de carburant de l'ensemble des Français-es sur la même période. Tandis qu'au sein des entreprises, le partage de la valeur continue de se faire au profit d'une minorité (*voir notre dossier pages 5 à 7*), il devient urgent d'agir pour construire un monde plus juste, avec une répartition plus équitable des richesses.

Face à tous ces défis, nous avons le devoir d'agir. Ce ne sont pas les solutions qui manquent, mais la volonté politique de les appliquer. C'est pourquoi j'ai décidé de m'engager davantage aux côtés d'Oxfam et je suis fière d'avoir été élue pour 3 ans à la présidence de l'association. Je suis convaincue que grâce à votre engagement, celui de tous nos bénévoles, de nos donatrices et donateurs et de tous les sympathisant-e-s qui luttent à nos côtés, nous avons le pouvoir de faire bouger les lignes et de nous faire entendre de celles et ceux qui ne veulent pas écouter.

Solidairement,

Emilia N'Goadmy
Présidente d'Oxfam France

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'OXFAM FRANCE

A l'occasion de l'Assemblée générale du 14 octobre 2023, les membres de l'association ont élu un nouveau Conseil d'administration. Les 12 administrateur·rice·s s'engagent bénévolement pour l'association. Ils et elles sont garant·e·s de l'intégrité financière de la structure et de son indépendance et définissent ensemble, avec l'équipe salariée et en lien avec la gouvernance des autres affiliés de la confédération Oxfam, les grandes orientations stratégiques d'Oxfam France. Les 12 administrateurs et administratrices viennent de toute la France. Ils et elles se sont porté·e·s volontaires pour un mandat de trois ans.

► POUR EN SAVOIR + :
www.oxfamfrance.org/notre-organisation



RENDEZ-VOUS EN
DÉCEMBRE POUR
ÉCHANGER AVEC
L'ÉQUIPE D'OXFAM
FRANCE !

Le 27 novembre prochain, nous vous donnons rendez-vous pour un échange en ligne avec l'équipe d'Oxfam France ! Ce webinar sera l'occasion de vous présenter les actions menées cette année en France et dans le monde grâce à votre soutien. Nous vous donnerons également la parole pour nous poser toutes vos questions sur les actions de l'association.

► POUR VOUS INSCRIRE ET PARTICIPER À L'ÉCHANGE :
www.oxfamfrance.org/webinaire-au-coeur-de-nos-actions



© Wajir Drought

FAMINE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ET AU SAHEL : LA PIRE CRISE DEPUIS 1945

Les changements climatiques sont une réalité. Et dans certaines régions d'Afrique, ils tuent. Le Sahel et la région de la Corne de l'Afrique sont aujourd'hui confrontés au pire drame humanitaire depuis 1945. Changement climatique, pauvreté extrême, inégalités et difficultés économiques, les crises s'y enchaînent et se superposent. Alors que ses habitant·e·s sont les moins responsables de la crise climatique, ils en sont les premières victimes.

La crise qui sévit au Sahel est celle qui se détériore le plus rapidement dans le monde. 24 millions de personnes, soit 20 % de la population sahélienne, ont besoin d'une assistance humanitaire. Dans la Corne de l'Afrique, la sécheresse prolongée ainsi que des précipitations irrégulières ont tué près de 13 millions d'animaux et décimé des centaines de milliers d'hectares de cultures, laissant des millions de personnes sans revenu ni nourriture. Plus de 40 millions de personnes souffrent d'une grave crise de la faim au Kenya, en Éthiopie, en Somalie et au Soudan du Sud. Il s'agit de la pire sécheresse que la région ait jamais connue. On estime qu'une personne y meurt de la faim toutes les 28 secondes.

LE MANQUE D'EFFORT DES PAYS RICHES POUR FAIRE FACE À CETTE CRISE.

Bien qu'ils soient largement responsables de l'aggravation de la crise climatique en Afrique de l'Est, les pays riches n'ont versé en compensation à l'Éthiopie, au Kenya, à la Somalie et au Soudan du Sud que 2,4 milliards de dollars en financement du développement lié au climat en 2021. Ce montant est largement en-dessous des 53,3 milliards de dollars dont l'Afrique de l'Est a besoin chaque année pour faire face à la crise climatique. Dans le rapport « *Unfair Share* » publié en septembre, nous montrons que les nations les plus polluantes ne fournissent pas suffisamment de fonds climatiques et humanitaires pour faire face à la crise de la faim alimentée par le climat. À l'approche de la COP28, de plus en plus de voix s'élèvent pour exiger des pays riches et pollueurs qu'ils réduisent radicalement leurs émissions et qu'ils prennent leurs responsabilités !

› POUR LIRE LE RAPPORT : <https://bit.ly/Unfairshare>

L'action d'Oxfam : un soutien d'urgence mais aussi de plus long terme

Face aux besoins dans les deux régions, la confédération Oxfam intensifie sa réponse. Dans la Corne de l'Afrique, nos actions portent principalement sur **l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la santé** : construction et forages de puits, installation de stations de lavage des mains, de latrines, distribution de kits d'hygiène, sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène etc. Nous apportons également une aide financière au travers de transferts monétaires pour couvrir les besoins essentiels des familles et leur permettre de survivre. Dans les mois qui viennent, notre objectif est de soutenir **1,3 million de personnes en Éthiopie, au Kenya, en Somalie et au Soudan du Sud**. Ces actions d'urgence sont associées à un soutien à plus long terme pour aider les communautés à être plus résilientes face aux changements climatiques : nous fournissons par exemple des semences et outils, et formons les agriculteurs et agricultrices à la culture en serre à petite échelle.

Pour en savoir + : <https://bit.ly/3r2T0IK>



A VOUS D'AGIR

Faites un don d'urgence pour soutenir nos actions dans la Corne de l'Afrique et au Sahel :

<http://bit.ly/crise-corne-sahel>



LES INFOS DE CES DERNIERS MOIS

L’Affaire du Siècle demande une astreinte d’un milliard d’euros pour obliger l’État à agir !



© Affaire du Siècle

En décembre 2018, avec plusieurs organisations partenaires, nous lançons l’Affaire du Siècle : un recours en justice inédit contre l’Etat français pour inaction face aux changements climatiques. L’objectif : faire reconnaître par les juges l’obligation de l’État d’agir pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C, afin de protéger les

citoyen·ne·s face aux risques induits par les changements climatiques. Cette action en justice a été soutenue dès ses débuts par 2,3 millions de personnes, qui en ont fait en quelques semaines la pétition la plus signée en France !

L’année 2021 a été marquée par deux victoires historiques pour le climat : en février, le tribunal administratif de Paris reconnaissait l’illégalité de l’inaction climatique de l’Etat ainsi que le préjudice écologique causé par cette inaction. En octobre, ce même tribunal ordonnait à l’Etat de prendre « toutes les mesures utiles » pour réparer, d’ici au 31 décembre 2022, le préjudice écologique causé par le dépassement illégal des budgets carbone entre 2015 et 2018. Malgré ces avancées fondamentales, nous consta-

tons que les mesures prises par l’Etat suite à sa condamnation restent largement insuffisantes pour protéger les citoyennes et citoyens des changements climatiques.

C’est pourquoi en juin 2023, avec nos partenaires Greenpeace France et Notre Affaire à Tous, nous avons déposé un nouveau mémoire au tribunal administratif, dans lequel nous demandons au tribunal de contraindre l’Etat à une astreinte financière de 1,1 milliard d’euros, qui représentent les neuf premiers semestres de retard accumulés, ainsi que 122 millions d’euros pour chaque semestre de retard supplémentaire. L’objectif : forcer le gouvernement à prendre des mesures structurelles pour que la France réduise durablement ses émissions de gaz à effet de serre, car plus la France tarde à mettre en place une politique climatique véritablement à la hauteur des enjeux, plus la transition pour faire face aux impacts de l’inaction passée coûtera cher et impactera les populations les plus vulnérables.

La bataille continue : en novembre nous retournons au tribunal pour déposer un nouveau mémoire. Dans un contexte où chacun·e peut désormais ressentir les effets de la crise climatique, nous restons plus que jamais vigilant·e·s à ce que l’Etat prenne enfin les mesures structurelles nécessaires pour protéger notre environnement !

► Pour suivre l’actualité de l’Affaire du Siècle : www.laffairedu siecle.net

« Second Hand September » : la seconde main à nouveau mise à l’honneur en septembre

Comme les années précédentes, le mois de septembre a été l’occasion pour Oxfam France de mettre en avant la seconde main et la consommation responsable lors de la quatrième édition du « Second Hand September », notre défi international consacré à la mode d’occasion.

L’objectif proposé aux participant·e·s : ne rien acheter de neuf pendant tout le mois de septembre. L’occasion de repenser sa consommation, de participer à une mode circulaire et durable et ainsi s’engager contre les inégalités qui touchent fortement le secteur de la mode. Tout au long du mois, sur nos réseaux sociaux, WhatsApp et Discord, nous avons partagé des ressources, des conseils et des témoignages inspirants pour accompagner celles et ceux qui avaient décidé de relever le défi. A Saint-Ouen et à Lille, nous avons proposé des événements afin de faire découvrir des alternatives pour une mode responsable : vide-dressing, ateliers d’upcycling et conférence ont rythmé ces journées.

Le secteur de la mode compte parmi les industries ayant l’impact le plus important sur les changements climatiques et sur le renforcement des inégalités socio-économiques à travers le monde. La « fast fashion » fait des ravages sur le plan environne-



mental, de la confection à la production en passant par l’acheminement de chaque vêtement. Sur le plan social, les droits humains des ouvrier·ère·s travaillant dans l’industrie du textile ne sont souvent pas respectés. Au Bangladesh où ce secteur est très représenté, neuf ouvrier·ère·s sur dix dé-

clarent que leurs revenus ne permettent pas de répondre à leurs besoins et à ceux de leur famille, de manger à leur faim ou encore de couvrir les frais de scolarité de leurs enfants.

Se tourner vers la seconde main, c’est ainsi un moyen concret de lutter contre le phénomène de la « fast fashion » et les inégalités qu’il engendre. En France, Oxfam dispose d’un réseau de six magasins solidaires (bouquineries et friperies) à Paris, Lille et Strasbourg, qui s’engagent contre la logique de surconsommation. Nous avons le pouvoir de choisir la seconde main et de prendre pleinement part, à notre échelle, à un mode de vie plus durable !

► RETROUVEZ LES ADRESSES DE NOS MAGASINS À LILLE, STRASBOURG ET PARIS : www.oxfamfrance.org/magasins-oxfam



LE DOSSIER DU MOMENT

L'ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS, N'EST PAS UNE FATALITÉ



Depuis 2020, on assiste à une accélération du creusement des inégalités. La pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont affaibli une grande partie de la population, tandis que les 1 % les plus riches de la planète ont capté 63 % des richesses mondiales. Certaines multinationales ont profité des crises successives pour augmenter leurs marges et faire des superprofits, largement reversés aux actionnaires.

En France la situation est identique. Alors que l'inflation touche de nombreux Français-es, la fortune des 10 premiers milliardaires Français a augmenté de 185 milliards d'euros depuis 2020, de quoi payer les factures de gaz, d'électricité et de carburant des Français pendant 2 ans.

De même dans les grandes entreprises, le partage de la valeur se fait de moins en moins en faveur des salarié-e-s. Dans les 100 plus grandes entreprises françaises cotées en bourse, les écarts de rémunérations entre PDG et salaires moyens se sont creusés entre 2011 et 2021, tandis que ces mêmes entreprises ont versé 71 % de leurs bénéfices aux actionnaires.

Notre système fiscal constitue le pilier du financement du modèle redistributif français et doit être réformé en profondeur pour résorber ces inégalités.



LE SAVIEZ-VOUS ?



Depuis 2020,
les 1 % les plus riches ont capté 63 % des richesses mondiales



Entre 2011 et 2021,
les PDG des 100 plus grandes entreprises françaises ont augmenté leur rémunération de 66%,
alors que celle des salarié-e-s n'a augmenté que de 21% et le SMIC de 14%



Entre 2011 et 2021,
les 100 plus grandes entreprises cotées ont versé à leurs actionnaires en moyenne
71 % de ce qu'elles ont gagné chaque année



Une accélération du creusement des inégalités

Depuis novembre 2021, le monde subit une inflation due à la hausse du prix des matières premières, accentuée par la guerre en Ukraine, mais aussi par des multinationales qui ont profité des crises pour gonfler leurs marges notamment dans les secteurs de l'agro-alimentaire, de l'énergie, de la tech et des Big Pharma. Cette inflation impacte le plus durement les personnes les plus fragiles et en situation de précarité. Les étudiant-e-s ont de plus en plus recours à des associations d'aide alimentaire, tandis que beaucoup de Français-es doivent parfois renoncer à certaines dépenses. Selon l'Insee, entre janvier et juillet 2022, les Français ont perdu 760 euros malgré l'intervention du gouvernement.

En 2022, face à la hausse du prix de l'essence, Total a proposé une ristourne estimée à 500 millions d'euros, une goutte d'eau dans l'océan des 18 milliards de superprofits que Total avait réalisés au premier semestre 2022.

La responsabilité des Etats et des entreprises dans la crise climatique

Oxfam France s'est penchée sur les 100 plus grandes entreprises cotées en bourse, pour analyser le partage de la valeur au sein de celles-ci entre 2011 et 2021. Sans surprise, les conclusions sont alarmantes.

Premier constat, la part de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail diminue. Elle est en effet passée de 61 % à 51 % dans les 100 entreprises analysées. Ainsi, de manière tendancielle, les travailleur-euse-s se voient attribuer une part de plus en plus réduite.

Concernant les salaires et rémunérations, quand on s'intéresse au partage des richesses entre PDG et salarié-e-s, on constate que l'écart est abyssal. Entre 2011 et 2021, les PDG des 100 plus grandes entreprises françaises cotées ont vu leur salaire augmenter de 66 %, tandis que leurs salarié-e-s ont connu une augmentation de 21 %, et que le salaire minimum (SMIC) n'a progressé que de 14 %.

Pendant cette période, dans ce top 100 des entreprises, l'écart entre le salaire moyen et la rémunération des dirigeant-e-s est passé de 64 à 97.

Sur cet aspect, certaines grandes entreprises battent des records d'indécence. C'est le cas de Teleperformance qui emploie des salarié-e-s en France et au Maroc et dont le PDG gagne près de 1500 fois plus que le salarié moyen ou encore de Carlos Tavares, PDG du groupe automobile Stellantis, qui a perçu 66 millions d'euros en 2021, soit 1139 fois le salaire annuel moyen de son entreprise cette année-là. Autrement dit, Carlos Tavares a perçu le salaire annuel moyen de son entreprise en seulement 3 heures et 22 minutes !

Et du côté des actionnaires ?

Tout va bien pour eux ! Nos rapports ont montré qu'entre 2011 et 2021, la dépense par salarié-e dans le partage de la valeur a moins augmenté que le versement aux actionnaires. En effet, les dépenses par salarié-e ont augmenté de 22 %, tandis que les versements aux actionnaires ont augmenté de 57 %. Le partage des richesses se fait au profit des actionnaires et au détriment des travailleur-euse-s.

Durant la même période, les 100 plus grandes entreprises françaises cotées en bourse ont versé en moyenne 71 % de leurs bénéfices sous forme de dividendes et de rachats d'actions.

Oxfam France appelle à un partage plus équitable de la valeur créée par les entreprises. Un tel partage favoriserait la réduction des inégalités, une plus grande cohésion sociale et un pas de plus vers la transformation écologique qui doit concerner toutes les grandes entreprises.

Oxfam signe une collaboration avec les Editions Dargaud, maison d'édition mythique de bandes dessinées



@matin_queljournal



Jusqu'en novembre, suivez sur le compte Instagram *Matin, quel journal !* dix épisodes d'une série intitulée « Pourquoi faut-il taxer les ultra-riches ? » imaginée et mise en pinceau par Cy, illustratrice et dessinatrice de BD engagée qui s'est emparée des messages clés de la campagne « justice fiscale » d'Oxfam France avec brio et humour pour rendre le sujet accessible à tous les publics.

Cessons les cadeaux fiscaux pour les ultras-riches et les grandes entreprises

Alors que les Français-es et notamment les plus précaires ont plus que jamais besoin d'être protégé-e-s, les crises successives et les baisses d'impôts continues pour les plus aisés ont fragilisé notre modèle social. Ce rôle de rempart face au creusement des inégalités, c'est l'Etat qui doit l'endosser. Hors en appliquant une politique fiscale en faveur des plus aisés et des grandes entreprises, celui-ci se prive de recettes et donc de moyens supplémentaires pour financer les services publics et la transformation écologique.

Les revenus du travail se trouvent ainsi aujourd'hui davantage imposés que les revenus du capital et les 10 % les plus pauvres paient, en proportion de leur revenus, davantage d'impôts que les 10 % les plus riches. Du côté des milliardaires la situation est encore plus dramatique. Ces derniers ne paient quasiment aucun impôt ! En juin 2023, des chercheurs ont par exemple montré que les 75 ménages français les plus riches ne payaient en réalité que 2 % d'impôts sur le revenu. En cause, les réformes fiscales des précédents quinquennats qui ont permis aux plus riches de s'extraire de la solidarité nationale. Les milliardaires, les multinationales ou encore les détenteurs de patrimoine immobilier ou financier ne paient quasiment aucun impôt. Tous sont adeptes des plus ou moins légales pratiques d'optimisation ou d'évitement fiscal. Ajouté à cela le retour des discours d'austérité après des années de « quoi qu'il en coûte » et vous obtenez un cocktail inégalitaire explosif.

De la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (3,5 milliards d'euros) et la mise en place de la flat tax (1,5 milliards d'euros) en 2017 qui a bénéficié aux 1 % les plus riches, à la suppression progressive de la taxe d'habitation pour les 20 % les plus aisé-e-s (6 milliards) et la baisse de l'impôt sur le revenu (5 milliards d'euros) en 2020 qui a profité à la moitié des Français-es les plus aisé-e-s, le gouvernement a largement baissé l'imposition des plus riches. Pendant le premier quinquennat les 10 % les plus riches ont capté 22 % des baisses d'impôts, les 10 % les plus précaires seulement 6 %.

Dans le même temps, le gouvernement a également baissé les impôts payés en majorité par les grandes entreprises : baisse de l'impôt sur les bénéfices de 33 à 25 % (10 milliards d'euros), baisse des impôts de production (10 milliards d'euros).

Toujours concernant les entreprises, après avoir longtemps affirmé que les superprofits n'existaient pas, Bruno Le Maire s'est décidé à transposer en France la contribution européenne exceptionnelle sur les entreprises du secteur de l'énergie. Mais cette mesure ne va pas assez loin : elle comporte trop d'exonérations, son taux est trop faible et elle ne s'applique qu'au secteur de l'énergie alors qu'elle devrait concerner tous les secteurs. Selon les dernières estimations d'Oxfam France, une taxe ambitieuse sur les superprofits 2022 des entreprises du SBF120 rapporterait 8 à 12 milliards d'euros, de quoi financer, par exemple, une hausse de 5 % du budget de l'hôpital public et l'embauche de 100 000 personnels supplémentaires.

La fiscalité un outil essentiel pour réduire les inégalités

Le rôle de l'impôt est donc crucial pour résorber les inégalités. En 2015, ce modèle permettait à 5 millions de Français-es de sortir de la pauvreté grâce à des politiques de solidarité (assurance chômage, retraite) et à nos services publics (santé, éducation) financés par l'impôt. Une récente étude de l'INSEE

montre que les services publics de l'éducation et de la santé sont les premiers à contribuer à la réduction des inégalités de revenus. Il est donc urgent de réformer le système fiscal français pour plus de justice sociale et lutter contre le dérèglement climatique.

Pour une fiscalité juste, verte et féministe

En septembre 2023, nous avons publié un « Manifeste fiscal, juste, vert et féministe », avec 17 propositions chiffrées pour répondre au double enjeu des inégalités et de la crise climatique, et dégager au moins 88 milliards d'euros par an. Des sommes qui pourraient être utilisées pour financer un ambitieux programme d'investissements publics.

> TAXER LES GRANDES FORTUNES

Partout dans le monde, des voix s'élèvent pour appeler à taxer davantage l'ultra richesse. Le 5 septembre 2023, 300 milliardaires, économistes et élus ont lancé un appel pour un impôt minimum sur les grandes fortunes. L'objectif principal est de faire contribuer à leur juste part les ultra-riches dans les mécanismes de solidarité nationaux.

> UNE JUSTE IMPOSITION DU CAPITAL

La mise en place de la Flat Tax et la suppression de l'ISF ont profondément modifié les contributions respectives du travail et du capital. Les salaires se trouvent aujourd'hui d'avantage taxés que les dividendes. De plus, l'héritage au système d'imposition mal compris pèse davantage sur les classes moyennes que sur les grands héritiers. Pour assurer une réelle égalité des chances, nous proposons de lancer une réforme profonde des droits de succession en imposant d'avantage les super-héritages.

> UNE FISCALITÉ JUSTE DES ENTREPRISES

L'accord trouvé par plus de 140 pays mettant en place un impôt minimal sur les multinationales est une bonne nouvelle. Néanmoins, le taux de cet impôt reste trop bas pour qu'il ait un impact significatif. Nous proposons d'aller plus loin et d'instaurer un impôt minimum ambitieux sur les multinationales. Les développements récents ont par ailleurs montré les comportements abusifs de certaines multinationales, nous proposons donc parallèlement l'instauration d'une taxe sur les rachats d'actions et sur les superprofits pour mettre un terme à l'avidité des plus grosses entreprises.



A VOUS D'AGIR

Pour soutenir notre travail de recherche, indispensable pour proposer des solutions et interpeller les décideurs politiques et économiques, faites un don en ligne :

<https://bit.ly/je-soutiens-oxfam>

TRAVAILLEUR·EUSE·S HUMANITAIRES : DÉDIER SA VIE AUX AUTRES

Chaque jour, Oxfam et ses partenaires interviennent dans 85 pays. L'année dernière, nous avons soutenu 15,5 millions de personnes à travers plus de mille projets dans le monde entier. Avec l'accélération des changements climatiques, la multiplication des conflits ou encore la flambée des prix de l'alimentaire, nos travailleurs et travailleuses humanitaires sont confronté·e·s à de nouveaux défis.



Gordana Vucinic

© JD Carle / Oxfam

« Ce qui est spécifique au contexte ukrainien, par rapport aux autres régions dans lesquelles j'ai travaillé, c'est le niveau d'engagement des citoyen·ne·s. Nous avons rencontré des initiatives émanant des habitant·e·s pour s'aider les un·e·s les autres. Au fil du temps, ces dernières sont devenues de véritables associations locales avec lesquelles nous collaborons. Ces partenariats nous sont chers car ces organisations localisent rapidement les personnes les plus vulnérables à aider, c'est impressionnant ! ».

Gordana Vucinic, Responsable régionale d'Oxfam pour le Nord et l'Est de l'Ukraine.



Hodan Mohamad Warsame

© Pablo Tosco / Oxfam Intermón

« Nous travaillons avec la communauté du village de Sincaro pour installer une pompe solaire, un réservoir d'eau ainsi que quatre abreuvoirs pour les animaux. J'ai choisi de devenir ingénieure pour contribuer à construire l'avenir de la Somalie. Dans le futur, j'aimerais que plus de femmes, d'enfants et de personnes vulnérables aient accès à une eau potable en quantité suffisante. »

Hodan Mohamad Warsame, ingénieure en santé publique en Somalie.



Alpha Sesay

© Nana Kofi Acquah / Oxfam

« Depuis plus de trois ans nous développons un projet local de diversification et de relance de la production agricole, avec pour objectif principal la lutte contre la malnutrition. Afin de soutenir des coopératives agricoles engagées, nous proposons des formations aux agriculteurs et agricultrices de Sierra Leone, et leur fournissons des outils et semences, notamment pour cultiver le manioc. ».

Alpha Sesay, Responsable d'un programme de soutien à l'agriculture en Sierra Leone.



Dominic Kango

© Oxfam

« Beaucoup de Soudanais·es fuyant la guerre arrivent au Soudan du Sud. Ils et elles arrivent dans un centre de transit où je me trouve actuellement. Ici, nous devons répondre à plusieurs problématiques : équiper le lieu en toilettes, installer des équipements d'hygiène et d'assainissement ainsi que distribuer des kits de dignité. Ce centre n'est que temporaire alors notre rôle est aussi de guider les réfugié·e·s vers de nouveaux lieux pour un accueil sur le long terme. »

Dominic Kango, Responsable de campagne au Soudan du Sud

POUR EN SAVOIR + SUR LE TRAVAIL D'OXFAM LORS D'URGENCES HUMANITAIRES :
www.oxfamfrance.org/nos-actions-durgence-humanitaire



LIBAN : À BEYROUTH TROIS ANS APRÈS L'EXPLOSION



Abdo Khoury se tient devant son entreprise de pompes funèbres dans le quartier de Gemmayze à Beyrouth. Il a pu recevoir un soutien de l'organisation Mada, partenaire d'Oxfam, pour réparer son entreprise après l'explosion. © Adrian Hartrick/Oxfam

Le 4 août 2020, une double explosion ravageait le port de Beyrouth, laissant de nombreuses familles endeuillées, 300 000 personnes sans logement et causant des dégâts considérables aux infrastructures de la capitale. Trois ans plus tard, la ville et ses habitants ont encore du mal à se remettre de l'impact de l'explosion, d'autant plus que le coût de la nourriture a grimpé en flèche en raison de la crise économique. Au Liban, 50 % de la population vit aujourd'hui dans la pauvreté, et les inégalités ne cessent de s'aggraver.

Oxfam est implantée au Liban depuis 1993. Dès les premiers moments après l'explosion d'août 2020, les équipes d'Oxfam au Liban, avec onze organisations partenaires locales, se sont mobilisées pour apporter un soutien aux victimes. Dans les premiers jours, nous avons notamment pu apporter une aide d'urgence aux personnes impactées : colis alimentaires, produits d'hygiène, bâches, mais également de l'argent en espèce, devenu extrêmement compliqué à obtenir en raison de la crise économique et des difficultés d'accès aux banques.

Si l'explosion a causé des dégâts physiques et matériels, elle a également été une expérience particulièrement traumatisante pour les personnes touchées. C'est pourquoi nous avons également apporté un soutien psychologique, social et médical, ainsi qu'une assistance légale pour les personnes laissées sans habitation. Aujourd'hui encore, des milliers de bâtiments n'ont toujours pas été rénovés, si bien que la ville de Beyrouth traverse une grave crise du logement. Oxfam continue de travailler et milite pour s'assurer de l'accès de toutes et tous à un logement salubre.

Au Liban, Oxfam intervient également auprès des réfugié-e-s syrien-ne-s et des communautés hôtes dans les campements informels de la vallée de la Bekaa, au nord du pays, pour assurer l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi qu'à des services de protection. Le Liban est l'un des premiers pays d'accueil de réfugié-e-s au monde : environ un-e habitant-e sur quatre est réfugié-e dans le pays.



Hayat Mirshad

Hayat Mirshad est militante féministe et directrice exécutive de Fe-Male, une organisation de la société civile qui œuvre avec les femmes et les filles pour éliminer les inégalités liées au genre au Liban.



Trois ans après l'explosion de Beyrouth, les communautés marginalisées comme les filles, les femmes, les personnes LGBTQIA+ et d'autres sont toujours affectées.

Lorsque l'aide est arrivée après l'explosion, nous avons constaté que les femmes et les groupes marginalisés étaient victimes de discriminations et recevaient le moins d'aide. Seulement 3 % de l'aide reçue par le Liban a été consacrée à ces communautés, ne permettant même pas de couvrir leurs besoins les plus urgents. Les personnes réfugiées notamment, ont été complètement exclues de ces aides, tout comme les personnes trans. De nombreuses femmes âgées n'ont reçu aucun soutien après l'explosion.

Les répercussions, trois ans après le drame, sont toujours présentes. De nombreuses personnes vivent désormais avec des handicaps et des blessures permanentes. Nous savons également que les efforts de reconstruction sont lents et ne rendent pas justice à celles et ceux qui ont perdu leurs maisons après l'explosion.

Aujourd'hui, la priorité pour les femmes et les communautés marginalisées est que leurs voix soient entendues. Cela ne peut se produire que si elles sont intégrées aux processus décisionnels et à la conception des futurs plans de réponse.



POUR DÉCOUVRIR NOS ACTIONS FACE
AUX URGENCES HUMANITAIRES :
[www.oxfamfrance.org/
nos-actions-durgence-humanitaire](http://www.oxfamfrance.org/nos-actions-durgence-humanitaire)

TÉMOIGNAGE

A Saint-Ouen, l'engagement citoyen au cœur du Festival Oxfam



Début octobre, les équipes et les bénévoles d'Oxfam se sont installé·e·s pendant deux jours en plein cœur de la ville de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, pour la toute première édition du Festival Oxfam. Un événement festif et gratuit qui a été l'occasion

de faire vivre et résonner les combats d'Oxfam France. Rencontre avec Thomas-Tariq Carrié, Chargé de projet et de production pour ce festival.

Thomas-Tariq, pourquoi organiser un Festival Oxfam ?

Depuis plusieurs années, nous avions l'envie de créer un temps de rencontre avec les citoyennes et citoyens, en Île-de-France, différent des autres événements que nous organisons déjà comme le Trailwalker. Nous souhaitons à la fois pouvoir parler d'Oxfam et de nos actions et proposer aux publics de découvrir différentes manières de s'engager, en se retrouvant et en se rassemblant autour d'une programmation culturelle, musicale et festive.

Pourquoi avoir choisi la Seine-Saint-Denis et la ville de Saint-Ouen pour accueillir cet événement ?

La Seine-Saint-Denis est le département le plus pauvre de France métropolitaine, pourtant situé dans l'une des régions les plus riches d'Europe, mais c'est surtout l'un des plus jeunes et l'un des plus riches du point de vue de la création culturelle ! Nous souhaitons nous adresser à toutes celles et ceux qui ne connaissent pas forcément l'association, notamment les publics les plus jeunes et nous avons fait le choix de la gratuité et d'un accès libre pour tout le monde.

Qu'ont pu découvrir les festivaliers et festivalières ?

Pendant ces deux jours en plein cœur de la ville de Saint-Ouen, elles et ils ont pu rencontrer les équipes et les bénévoles d'Oxfam, au sein d'un « village » avec des stands thématiques. Trois « justicières du Sahel », des activistes originaires du Tchad, du Burkina Faso et du Mali, sont venues témoigner de la situation au Sahel et de leur engagement sur place. Nous avons également travaillé avec plusieurs associations du territoire pour proposer des ateliers autour de l'engagement, des animations pour les enfants et adolescent·e·s, et avec le Bondy Blog pour des émissions de radio enregistrées en public... Et bien sûr, entre les prises de parole de nos invité·e·s, de nombreux concerts ont rythmé le week-end, mettant notamment à l'honneur de jeunes artistes rap émergent·e·s du 93, mais aussi Tiken Jah Fakoly !



De nombreux partenaires se sont associés à cet événement, c'était important pour vous ?

Ce projet a été co-construit et pensé avec des acteurs locaux, notamment des associations issues de quartiers de la ville dits « prioritaires », mais aussi des associations engagées à l'échelle du département. L'association Cité des chances proposait par exemple des ateliers de plaidoyer local, dans lesquels les jeunes festivalier·ère·s étaient invité·e·s à participer à des ateliers d'éducation citoyenne pour prendre le « pouvoir » dans leur ville. Nous avons pensé ce festival comme un événement de partage. La restauration était locale, les animations pour la jeunesse aussi et toute la ville a été impliquée. S'installer pendant deux jours sur une place publique, en plein cœur de Saint-Ouen, a permis de créer un véritable espace de rencontre et de dialogue. Nous ne voulions pas y débarquer hors-sol, ce festival ne pouvait se faire qu'avec le territoire et toutes celles et ceux qui le font vivre.

Quel bilan tires-tu de cet événement ?

Ce week-end a été extrêmement riche pour les participant·e·s, les bénévoles, les partenaires et toutes les personnes impliquées. 9000 personnes de tous horizons sont venues partager un bon moment, rencontrer les équipes ou assister aux concerts. Tous les retours que nous avons eus jusqu'à présent sont très positifs et nous appellent à envisager une suite.

RETROUVEZ LES IMAGES DE L'ÉVÉNEMENT SUR
www.oxfamfestival.fr



CES PERSONNES QUI S'ENGAGENT

LES BÉNÉVOLES EN ACTION



Le Programme Jeunes d'Oxfam France revient pour une quatrième édition !

Cette année encore, Oxfam propose un programme à destination des jeunes de 16 à 26 ans pour accompagner celles et ceux qui le souhaitent à défendre des causes qui leur sont chères. Le Programme Jeunes propose, pendant un an, des formations, des ateliers, des rencontres et surtout des actions de mobilisation afin de donner toutes les clés aux jeunes pour passer à l'action à leur échelle. Dans leurs groupes locaux, les 40 membres du Programme Jeunes proposent, toute l'année, des actions de sensibilisation auprès du public : cinés-débat, conférences, actions de rue... Ils et elles se retrouvent aussi régulièrement pour agir ensemble.

Evan, membre du Programme Jeunes 2021 de Bordeaux témoigne : « En novembre, j'ai participé au week-end de lancement du Programme Jeunes, en marge de la COP26, à Paris. Deux jours de formation et d'action avec 50 jeunes : non seulement nous étions nombreux-ses à vouloir que les choses changent, mais nous avons transformé cette lutte en un moment joyeux et festif. Ces journées ensemble ont permis d'impulser un élan collectif, une synergie qui nous a toutes et tous enrichi-e-s des expériences et des idées des autres ». La jeune génération porte haut et fort les combats d'Oxfam partout en France, près de chez vous !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamfrance.org/agir-oxfam/programme-jeunes

MARCHER POUR LA SOLIDARITÉ



Trailwalker Oxfam : on se retrouve en 2024 !

Cette année 2023 fut riche en émotions, en dépassement de soi et en mobilisation pour les deux éditions du Trailwalker Oxfam ! En mai, nous avons eu le plaisir d'inaugurer la première édition en Gironde, entre les Landes girondines et l'Entre-deux Mers. Des paysages à couper le souffle ont accompagné les 152 équipes, soutenues par 520 supporters et supportrices et 157 bénévoles. Une arrivée pleine d'émotions pour célébrer ce défi sportif et solidaire qui a permis de collecter plus de 277 000 € pour l'association.

En juillet, pour la quatrième fois, c'est à Dieppe que 273 équipes ont pris le départ face à la mer avant de fouler la campagne normande, accompagnées de 150 bénévoles et 1 450 supporters. Une arrivée sous le soleil dieppois à la hauteur du dépassement des marcheur-euse-s, qui ont collecté près de 450 000 €. Nous avons aussi pu célébrer ensemble le renouvellement du Trailwalker à Dieppe pour les 3 prochaines années !

En 2024, le Trailwalker revient à Dieppe les 29 et 30 juin avec un nouveau parcours inédit de 100 km. Les inscriptions sont déjà ouvertes. Jusqu'au 18 décembre, bénéficiez d'une réduction de 50 % sur les frais d'inscription.



POUR EN SAVOIR + ET VOUS INSCRIRE

www.oxfamtrailwalker.fr

MERCI

À TOUTES LES PERSONNES QUI NOUS SOUTIENNENT
ET PARTAGENT NOTRE CONVICTION QUE LA PAUVRETÉ
ET LES INÉGALITÉS NE SONT PAS INÉLUCTABLES.

TRANSMETTEZ VOS VALEURS POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Grâce au soutien durable du legs, nos campagnes et nos actions ont un impact encore plus retentissant et nous permettent de contribuer à bâtir un monde plus solidaire et plus juste. Transmettre vos valeurs via un legs est un geste magnifique et émouvant de générosité au nom des générations futures, pour un monde plus juste, en votre nom.

Oxfam France est habilitée à recevoir des legs, donations et assurances-vie avec une exonération complète d'imposition par l'intermédiaire de son fonds de dotation, constitué conformément à la loi du 4 août 2008.

Pour toute question, **Jérémy Maurin, responsable de la collecte de fonds et des legs se tient à votre disposition – en toute confidentialité** : par courrier au 62 bis avenue Parmentier 75011 Paris, par téléphone sur sa ligne directe au 07 71 37 79 78 ou par e-mail : jmaurin@oxfamfrance.org.

POUR EN SAVOIR +
[HTTP://OXFAM/LEGUER](http://oxfamfrance.org/leguer)

AVANTAGE FISCAL

Les dons aux associations d'intérêt général comme Oxfam France ouvrent droit à une réduction d'impôt : si vous êtes imposable, 66 % du montant de votre don pourra être déduit du montant de votre impôt dans la limite de 20 % de votre revenu net imposable.

Avec cet avantage fiscal, vous soutenez les actions d'Oxfam France et vous attirez également l'œil des responsables politiques en orientant une partie du montant des impôts vers la solidarité internationale !

En vue de votre déclaration, nous vous faisons parvenir un reçu fiscal une fois par an. Les donateurs et donatrices nous ayant soutenu durant l'année 2023 recevront en début d'année 2024 **un reçu fiscal regroupant l'ensemble du montant de leurs dons de l'année 2023.**



POUR EN SAVOIR +
[WWW.OXFAMFRANCE.ORG/REDUCTION-IMPOT](http://www.oxfamfrance.org/reduction-impot)

Oxfam France – INFO' ACTIONS 135
Périodicité biannuelle – ISSN : 1155-200X
Directeur de la publication : Frédéric Séguret
Coordination de la rédaction : Charlotte Béal
Rédactrice en chef : Cécile Duflot
Conception et réalisation graphique : Maya Lambert
Photo couverture : © Margot L'Hermite / Oxfam
Photo dos : © Nana Kofi Acquah / Oxfam
Imprimé en France par ESTIMPRIM, 6, ZA À la Craye,
25110 Autechaux

OXFAM FRANCE

62 bis avenue Parmentier
75011 Paris

Tél. : 01 56 98 24 40
info@oxfamfrance.org
www.oxfamfrance.org

 @oxfamfrance
 OxfamFrance

RENOUVELLEMENT DU LABEL DON EN CONFIANCE

- AVRIL 2022 -



OXFAM
France

